

Source : <https://www.connaissancedesenergies.org/afp/le-monde-au-chevet-de-lurgence-climatique-181202-0>

Téléchargement 02 12 2018

Le monde au chevet de l'urgence climatique

- AFP
- parue le 02 12 2018

Les signes sont clairs: la planète se réchauffe, déchaînant les catastrophes. Face à l'urgence, quelque 200 pays réunis en Pologne vont tenter de mettre en orbite l'accord de Paris, malgré des vents contraires peu propices à une réponse ambitieuse.

Désastres météo, incidence sur la santé ou les rendements agricoles... "La science montre clairement que nous avons seulement une décennie pour juguler les émissions de gaz à effet de serre", souligne Johan Rockström, du Potsdam Institute for Climate Impact Research (PIK).

"C'est pourquoi nous devons commencer maintenant", sous peine que les gouvernements d'aujourd'hui restent "dans les mémoires pendant des générations" pour leur échec, plaide-t-il alors que commence dimanche, pour deux semaines, la 24e conférence de l'ONU sur le climat (COP24) à Katowice, en pleine région houillère.

Avec l'accord de Paris en 2015, le monde s'est engagé à limiter la hausse de la température à +2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, et idéalement à +1,5°C.

Et le récent rapport des scientifiques du Giec a souligné la différence "nette" des impacts entre ces deux objectifs, que ce soit sur les vagues de chaleur ou l'augmentation du niveau des mers.

Mais les engagements pris aujourd'hui par les signataires de Paris mèneraient à un monde à +3°C.

Alors que la planète a déjà gagné +1°C, il faudrait, pour rester sous +1,5°C, que les émissions de CO2 soient réduites de près de 50% d'ici à 2030 par rapport à 2010, selon le Giec.

Les États seront-ils prêts à répondre à ce signal d'alarme lors de cette COP24 --dont l'ouverture prévue est reportée à 10H30 GMT ?

Les membres du G20, à l'exception des États-Unis, ont certes réaffirmé samedi leur soutien à l'accord de Paris. Cela "aide les négociations en Pologne à commencer du bon pied", estime David Waskow, expert du World Resources Institute.

Malgré tout, "on ne peut pas dire que les vents soient très porteurs" en faveur d'une hausse des ambitions climatiques, note Michel Colombier, directeur scientifique de l'IDDRI (Institut du développement durable et des relations internationales), en référence au contexte géopolitique.

Ainsi, Donald Trump a répété au G20 son rejet de l'accord de Paris et le futur président brésilien Jair Bolsonaro, a évoqué une sortie de son pays également du pacte climatique. "Les étoiles ne sont plus alignées, manifestement", déplore Seyni Nafu, porte-parole du groupe Afrique.

- "Ça coûtera cher" -

"Mais pour l'Afrique, quelles que soient les péripéties de la géopolitique, nous n'avons pas le choix.

Nous ressentons les impacts du changement climatique tous les jours (...) Nous allons amplifier notre action contre le changement climatique", déclare-t-il à l'AFP.

Le sommet d'une journée lundi à Katowice, où seuls une vingtaine de dirigeants sont confirmés, dont les Premiers ministres néerlandais et espagnol ou les présidents du Nigeria et du Botswana, pourrait donner un signe des intentions du reste du monde.

Mais malgré le dialogue politique dit de "Talanoa" destiné à évoquer une hausse des ambitions, les observateurs craignent que la plupart des États, encouragés à réviser leurs engagements pour 2020, attendent un autre sommet convoqué par le secrétaire général de l'ONU en septembre 2019 à New York pour afficher leurs objectifs.

Quant à la Pologne, hôte de la réunion et défenseur acharné de son industrie du charbon, son "principal" objectif est l'adoption du manuel d'utilisation de l'Accord de Paris.

Comme une loi a besoin d'un décret d'application, l'accord ne pourra libérer son potentiel sans des règles précises notamment sur la "transparence" (comment les États rendent compte de leurs actions, leurs financements, leurs résultats) ou le degré de flexibilité accordé aux pays les plus pauvres.

"Il n'y a pas d'accord de Paris sans Katowice", martèle la présidence polonaise de la COP24.

Mais les débats risquent d'être très âpres sur ces sujets sensibles, tout comme sur la question des financements Nord-Sud.

Les pays développés se sont engagés à porter à 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 le financement aux politiques climatiques des pays en développement. Même si ces flux sont en augmentation selon l'OCDE, beaucoup de pays du Sud réclament des engagements plus clairs pour que cette promesse soit tenue.

"L'accord de Paris ne peut être appliqué sans financement pour que les pays en développement prennent des mesures (...) Plus les pays pauvres auront à attendre, plus cela coûtera cher", met en garde Gebru Jember Endalew, président du groupe des Pays les moins avancés.